

**PLACE DES MARTYRS, 21 ANS APRÈS OCTOBRE 1988****La placette de tous les témoignages**

**Lundi 5 octobre 2009. Place des Martyrs. Il y a vingt et un ans, la placette était le théâtre d'un soulèvement populaire. Située à la croisée des principaux quartiers populaires de la capitale, dont Bab-El-Oued, La Casbah, Qaâ Sour, ou encore l'Amirauté, la place des Martyrs est associée aux événements d'Octobre 1988. 21 ans après, elle n'a rien perdu de son aura. Les forts sujets de l'actualité nationale sont évoqués par ses «occupants».**

**Abder Bettache - Alger**

(Le Soir) - L'activité commerciale bat son plein. Que ce soit à Bab Azzoun ou à l'entrée de Djamaâ Ketchaoua, les revendeurs à la sauvette ont investi tous les coins et recoins.

Fait nouveau : des revendeurs d'emblème national et de maillots de l'équipe nationale de football dominant toute la surface commerciale. Le prochain

match contre le Rwanda domine toutes les discussions.

Mais point de débat sur les événements d'octobre 1988. «Je ne connais rien de cette histoire», nous explique Abdelatif, sur un ton ironique. Natif de La Casbah, notre interlocuteur préfère parler du sport, du Mouloudia, mais surtout de l'équipe nationale de football. La place des Martyrs ?

«Houmti ! (c'est mon quartier). Le soir on joue des parties de football. El Houkouma ne dit rien», ajoute-t-il.

Mais selon notre interlocuteur, depuis quelques mois, «on nous empêche de faire des parties de football». La cause : «Il paraît qu'on a trouvé une ville sous la placette», s'interroge-t-il.

En effet, depuis mai dernier, des fouilles archéologiques ont été entamées au niveau de la place des Martyrs. Les travaux ont été entamés au lendemain de la découverte de vestiges datant de l'ère romaine. Aussitôt, une grande partie de la placette, soit 1 000 m<sup>2</sup>, est quadrillée. «Depuis le lancement de ces travaux, El Houkouma est omniprésente, de jour comme de

nuît», nous explique-t-on.

Et pourtant, hier, cette même «Houkouma» a investi la placette. Un rassemblement à l'appel du Rassemblement action jeunesse (RAJ) devait s'y tenir à midi trente minutes. «J'espère qu'on va pas nous chasser d'ici», demande Abdelatif à l'agent de l'ordre public se trouvant à quelques mètres de sa «table». L'événement du jour semble passer inaperçu. L'activité commerciale bat son plein et les cafés et autres restos ont déjà fait le plein. A une dizaine de mètres de la placette se trouve le commissariat de police. Contrairement aux autres jours, les va-et-vient sont denses. En civil ou en tenue, le dispositif sécuritaire au niveau de la place des

Martyrs a connu une augmentation importante. «Il est vrai que les voleurs à la sauvette investissent ce grand quartier de la capitale, mais la sécurité est assurée de jour comme de nuit», nous rassure-t-on.

Plus loin, une dizaine de bus de l'ETUSA sont à l'arrêt. «C'est l'heure de la relève du personnel. Dans un moment, vous allez voir le monde fou qui va investir la place des Martyrs», dit-on.

Il est 12h 40. Le kiosque à musique se trouvant en plein cœur de la placette est pris d'assaut. Des jeunes, des étudiants, une quarantaine environ, brandissaient une banderole commémorant les événements d'octobre 1988. «La place des Martyrs est le symbole de la révolte populaire. Nous

devons nous réapproprier cet espace», dira un militant du RAJ. L'événement se déroule sous le regard étonné de Abdellatif. Agé de 22 ans, ce dernier n'avait que deux ans lorsque ont éclaté les événements d'octobre 1988. «Moi, khatini la politique ya kho», a-t-il tenté de nous expliquer. Le rassemblement du RAJ, qui a duré une vingtaine de minutes, a failli passer inaperçu, n'était l'intervention du service d'ordre qui a décidé de faire évacuer les personnes présentes sur les lieux.

Durant la vingtaine de minutes, le rythme imposé à la place des Martyrs depuis la matinée n'a point changé.

La place des Martyrs est restée fidèle à elle-même.

**A. B.**

**DÉLOCALISATION DU 14<sup>e</sup> SILA****Les réponses évasives de Smaïn Ameziane**

**Le commissaire du Salon international du livre d'Alger (SILA), Smaïn Ameziane, également patron des éditions Casbah, estime qu'il est de son droit d'organiser le salon là où il veut. Pour lui, les syndicats contestataires de la décision de délocalisation du SILA du Palais des expositions des Pins-Maritimes au complexe du 5-Juillet, le SNEL et le SPL, ne sont pas représentatifs.**

**Sofiane Aït-Ifilis - Alger**

(Le Soir) - La polémique entre l'organisateur de la 14<sup>e</sup> édition du SILA et les syndicats du livre est bien là. Aux Syndicat national des éditeurs du livre (SNEL) et Syndicat des professionnels du livre (SPL) qui lui reprochent la délocalisation du salon et l'accusent d'opacité dans l'organisation, Smaïn Ameziane, le commissaire du SILA, oppose la sourde oreille.

Face à leurs doléances, il adopte l'attitude hautaine de quelqu'un qui n'a de comptes à rendre qu'à ceux qui lui ont confié la mission d'organiser le SILA. Invité hier du forum de la radio El-Bahja, Smaïn Ameziane avait l'irritation à fleur de peau lorsque la question portait sur le mécontentement des syndicats du livre.

Selon lui, ces syndicats ne sont pas représentatifs du monde de l'édition en Algérie. Il ne s'est, par ailleurs, pas senti tenu de justifier sa décision de délocaliser le SILA vers le complexe du 5-Juillet.

«Il est du droit de l'organisateur de tenir le SILA là où il veut», a-t-il coupé. Considérant que la chose relève de sa seule prérogative, le commissaire du SILA a regretté, en revanche, que les syndicats en question ne se soient pas préoccupés des questions relatives à l'organisation. «Personne ne m'a interpellé sur les questions

liées à l'organisation.»

Smaïn Ameziane a accusé les syndicats qui ont souligné leur non-participation au SILA de faire pression sur les éditeurs étrangers pour qu'ils boudent à leur tour l'événement.

Il a signalé les pressions exercées sur le Groupe Hachette qui, a-t-il dit, a été carrément pris en otage par ses représentants à Alger. Ces derniers, selon Smaïn Ameziane, ont tout fait pour dissuader l'éditeur français de prendre part au 14<sup>e</sup> SILA. «Ils n'ont pas le droit de pénaliser le lecteur», a-t-il tranché, sentencieux.

A l'en croire, Hachette aurait fini par se décider à participer au SILA, quitte, pour ce faire, à se chercher de nouveaux représentants à Alger. Smaïn Ameziane a déploré, en outre, le tapage médiatique fait autour de la délocalisation du SILA, en estimant que cela porte atteinte à l'image du pays.

Cela dit, il n'entend pas céder face aux syndicats qui ont décidé de rester en marge de ce 14<sup>e</sup> SILA.

«Pour moi, le dossier est clos.» Soit. Mais pourquoi a-t-il délocalisé la manifestation culturelle qui se tenait traditionnellement aux Pins-Maritimes ? Smaïn Ameziane a affirmé qu'il a été bousculé par le temps.

«Nous nous sommes pas parvenus à nous entendre avec la direction de la Safex. Et le 8 septembre, je devais prendre



Une délocalisation qui suscite une grande polémique.

une décision. J'ai fait un rapport détaillé à madame la ministre de la Culture. Le temps était court pour poursuivre les négociations, on m'a alors dit d'aller à la Safex.» Présents pourtant

au studio, M<sup>me</sup> Laïb et M. Slimani, respectivement chargé de la communication et directeur commercial à la Safex, ne sont pas intervenus pour donner leur version des faits. Est-ce

véritablement le prix de la location qui a fait fuir le SILA vers les hauteurs d'Alger ? On ne le sait pas. Mais pour les exposants, le prix du stand reste, selon Ameziane, le plus bas au

monde arabe. «Le stand est à 80 dollars le mètre carré. Au Maroc et en Tunisie, il est loué à 100 dollars le mètre carré, et en Europe, il est à 300 euros.» Ce n'est donc pas, selon lui, le prix du stand qui fait la cherté du livre.

Smaïn Ameziane a affirmé, par ailleurs, que le SILA s'autofinance et qu'il ne bénéficie pas d'enveloppe de l'Etat. Il a aussi avoué que le contrôle sera exercé sur les contenus des livres, conformément à la loi, et que les livres qui attentent à la morale, aux symboles et aux valeurs nationales ne seront pas admis au 14<sup>e</sup> SILA où sont attendus des exposants de 17 pays, soit environ 400 éditeurs, dont 121 nationaux. Ces éditeurs n'auront pas le loisir d'exposer des livres parus avant 2007. Le 14<sup>e</sup> SILA se tiendra du 27 octobre au 6 novembre sous un chapiteau érigé au complexe du 5-Juillet.

**S. A. I.**

**EN QUÊTE D'UN NOUVEAU MONDE****38 harraga arrêtés en une seule nuit à Mostaganem**

**15 candidats à l'émigration clandestine, dont 2 mineurs et 2 handicapés moteurs, ont pris la mer dans la nuit de dimanche dernier en direction de la côte ibérique. Mais cette énième tentative d'émigration clandestine a été avortée dans le large par une unité des gardes-côtes de la marine nationale, et ce grâce à des renseignements fournis par la Gendarmerie nationale. Les harraga ont été reconduits au port de Mostaganem.**

La même nuit, vers 3 heures du matin, un deuxième groupe, constitué

de 23 autres harraga, a été arrêté, alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer, par la section de sécurité d'intervention de la gendarmerie nationale.

Les harraga n'ont opposé aucune résistance ni tenté de fuir. Ils auraient versé des sommes allant de 50 000 à 70 000 DA pour rejoindre l'autre rive de la Méditerranée. Au cours de cette opération, le passeur et de deux de ses acolytes ont été dénoncés et arrêtés à leur tour.

Une Renault Express qui déchargeait des jerricans de carburant au niveau de la plage de Chaabia a éveillé les soupçons des pêcheurs de la région. Informée, la GN a mis en

place un dispositif pour surveiller la côte. Plus tard, c'est un camion qui transportait une embarcation qui a garé dans le parking de cette plage.

Une souricière fut tendue au groupe de harraga.

Une embarcation neuve, un moteur de 25 CV neuf, 16 jerricans d'essence super, un GPS, des gilets de sauvetage, des fumigènes, une paire de jumelles ont été saisis par les éléments de la GN.

Hier lundi, les deux groupes ont été présentés devant le magistrat instructeur du tribunal de Mostaganem.

**A. Bensadok**